

LEUR SYNDICAT MENACE À NOUVEAU

Postiers : retour vers la grève ?

Suite de la page Une

Et pour cause, explique le syndicaliste, un grand nombre de travailleurs ont été privés de ces rappels tandis qu'ils ont été versés à des personnes «qui n'y ouvrent pas droit». «La direction a versé cette deuxième tranche aux nouveaux salariés tandis qu'elle a exclu les retraités, les travailleurs décédés, ceux qui sont en congé de maladie et toute personne ayant rompu leur relation de travail avec l'entreprise en juin 2013, pourtant ils ont travaillé sans interruption de 2008 à 2012» dénonce le syndicaliste.

M. Kechad dénonce également la non-levée des sanctions contre les grévistes dans certains bureaux de poste.

Pour rappel, les postiers ont déclenché, mercredi 14 août, un mouvement de grève illimité pour

demander l'application de l'effet rétroactif des augmentations de salaires à compter de 2008, l'application de la nouvelle grille des salaires à compter du mois de janvier dernier, l'amélioration des conditions de travail ainsi que l'attribution de la prime annuelle des travailleurs.

Après un blocage d'une semaine, le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication a réagi en mettant en place un groupe de travail chargé de l'application de la convention collective de l'entreprise.

Le Snap souligne, cependant, que ni un représentant du syndicat ni celui des travailleurs n'ont pris part à cette commission. Le syndicat de l'entreprise affilié à l'UGTA, explique le Snap, qui participe par contre aux travaux «ne peut pas

représenter les travailleurs du fait qu'il s'est démarqué de cette grève».

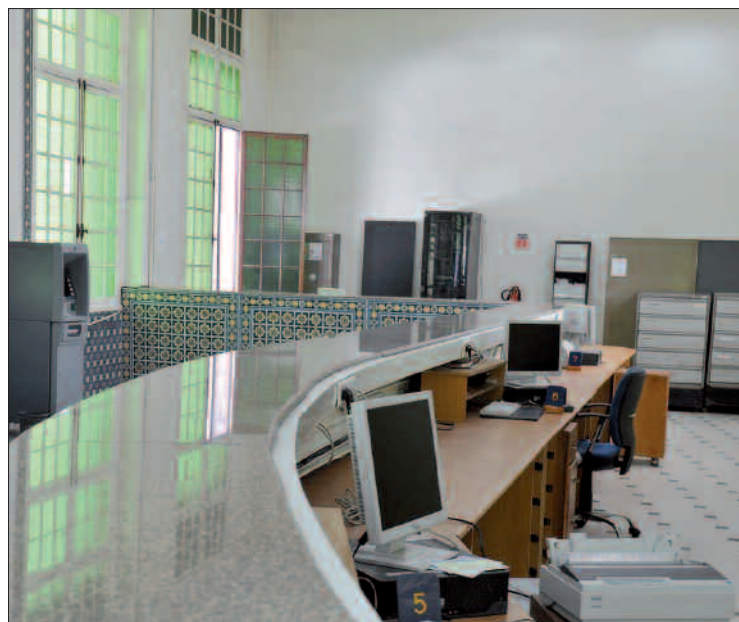
Le Snap estime que seuls les travailleurs, ayant lutté pour arracher leurs droits socioprofessionnels ont le droit d'être associés à ce dossier.

Le syndicat accorde, ainsi, un délai de dix jours à la tutelle pour intervenir et mettre fin «à cette mascarade». Autrement, les postiers vont recourir à la protestation.

Deux jours à peine que les travailleurs ont repris le travail, au grand bonheur des clients détenteurs de comptes CCP qui ont pris d'assaut les bureaux de poste, voilà qu'un nouveau bras de fer se profile.

Les clients d'Algérie Poste ne sont désormais pas au bout de leur peine.

S. A.



Les clients d'Algérie Poste pris en otage.

Photo : New Press

KHEMIS MILIANA

Vives réactions et contestations après les dernières mesures prises par la Direction de wilaya contre les postiers

Dans une correspondance adressée à la directrice de wilaya d'Algérie Poste, la cellule du syndicat d'entreprise, affiliée à l'UGTA, conteste avec force les mesures prises contre les agents et responsables de la Poste de Khemis Miliana, à la suite de la grève observée la semaine dernière, mesures qui ont consisté en la mutation de certains postiers de la Poste Centrale vers d'autres bureaux de poste.

Selon cette correspondance dont copie nous a été communiquée, la direction s'est appuyée sur des dires malintentionnés, préfabriqués par certains milieux et destinés à nuire aux postiers et autres responsables locaux, dires mensongers qui ont fait valoir qu'il existait un manque de 10 millions de centimes dans la caisse.

Cependant, indique-t-on, la commission de contrôle dépêchée sur place a fini par découvrir la somme présumée manquante. Par ailleurs, la correspondance accuse certains milieux de vouloir camoufler et protéger des «amis» et détourner l'attention sur des affaires réelles, telles que celles mettant en cause le responsable de la poste de Ouled Belgacem où de faux inspecteurs ont opéré un transfert de 1 milliard de centimes sur un autre compte en usant de subterfuge pour accéder au système informatique de ladite poste, un compte sur lequel ont été opérés 2 retraits, dit-on en 2 fois 5 millions de centimes, le premier à partir de la poste de Boumedfaa et le second à partir d'un autre bureau de poste. Dans ladite correspondance signée du responsable syndical de l'Union locale de l'UGTA considère que les mesures prises récemment contre les employés et responsables de la poste de Khemis Miliana sont une tentative de déstabilisation de l'unité des employés et une intention de nuire dirigée contre eux.

Rappelant que les postiers de la Poste Centrale se déclarent mobilisés pour défendre l'intérêt d'Algérie Poste en même temps que toute sa clientèle, ils ajoutent que nul n'a le droit de piétiner la réglementation intérieure comme l'a fait la directrice de wilaya lors de la grève revendicative de droits reconnus, laquelle responsable s'est permise de libérer les agents titulaires en les remplaçant par des agents émargeant au pré-emploi et de leur confier l'accès au système informatique. Ce qui est en flagrante contradiction avec l'article 182 de la convention collective.

Ce qui ajoute à l'indignation du collectif des travailleurs selon la même source, est que le receveur de la Poste Centrale écope d'une mise de fin de fonction alors qu'il était en congé légal annuel, une mesure que dit-on rien ne justifie et un déni de justice pour les longues années qu'il a passées à servir les intérêts d'Algérie Poste.

On déclare alors non recevables et inadmissibles les mesures arbitraires prises contre les employés et leur responsable «nous les refusons totalement» ajoute le communiqué. A ce sujet, une journée de protestation est prévue pour le mardi 27 août et un débrayage de 2 jours à compter du 3 septembre prochain.

Karim O.

BENHAMADI MONTE AU CRÉNEAU :

«La nouvelle grille salariale applicable en octobre»

Cinq jours après la grève d'une semaine observée par des travailleurs d'Algérie Poste, Moussa Benhamadi a répondu aux revendications salariales soulevées dans son entretien accordé à l'APS.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, la nouvelle grille des salaires d'Algérie Poste «sera appliquée dès le 1^{er} octobre prochain avec effet rétroactif à partir de 2008».

Ce sont «des questions purement administratives» qui expliquent le retard dans la mise en œuvre de cette nouvelle grille, attendue depuis des mois, se justifie Moussa Benhamadi.

L'application de la nouvelle grille des salaires, contenue dans la convention collective des travailleurs d'Algérie Poste signée le 10 juin dernier, sera supervisée par une commission centrale ainsi que des commissions régionales au niveau des wilayas, a précisé le ministre.

Le dernier accord conclu entre Algérie Poste et le partenaire social remonte au 26 juin dernier, signé en présence du secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd, rappelle M. Benhamadi.

Il était nécessaire «d'inscrire la convention collective au niveau de l'Inspection du travail pour l'étudier, ce qui a



Benhamadi déplore le manque de communication entre les travailleurs et l'administration.

Photo : Samir Sid

pris du temps» pour la mise en œuvre de (cette) grille, a-t-il dit.

Et dans une dérobade, le ministre de tutelle argue que le manque de

communication entre les travailleurs et l'administration a créé une certaine équivoque, mais l'opération se poursuit». Concernant le conflit

social qu'alimentent des revendications salariales au sein d'Express Mail Service (EMS), une filiale d'Algérie Poste, M. Benhamadi a estimé que la situation au sein de cette entreprise doit être réglée par la signature d'une convention collective. Il a affirmé sur ce point que l'EMS est une société par actions (SPA), ce qui «nécessite (...) la signature d'une convention collective et une nouvelle grille particulières».

Rappelons que les travailleurs de l'EMS ont déclenché un débrayage de plusieurs jours au mois de juillet dernier pour demander des revalorisations salariales et un alignement sur la nouvelle grille des salaires d'Algérie Poste.

C. B.

ADSL

La qualité des services n'est pas à la hauteur, reconnaît Benhamadi

Les services Internet à haut débit (ADSL) ne sont pas performants, reconnaît le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication.

Dans un entretien accordé à l'APS, Moussa Benhamadi a déclaré que la qualité des services ADSL «n'est pas à la hauteur et représente une problématique réelle».

Une situation due essentiellement à la vétusté du réseau actuel d'Algérie Télécoms, fait de câbles en cuivre et destiné à la téléphonie fixe, ainsi que les anciennes technologies utilisées par Algérie Télécoms (AT), précise le ministre, ajoutant que cet opérateur a acquis en 2009 de nouveaux équipements, permettant «un meilleur débit» au profit de la clientèle.

En ce sens, l'on se rappelle que AT est actuellement en train d'installer la technologie Msan (Multiservice access node), basée sur la fibre optique, dans des wilayas pilotes avant la

généralisation de l'opération. A propos, Moussa Benhamadi indique que la fibre optique sera généralisée à tout le territoire national pour améliorer le débit de l'Internet. «Le réseau de câbles en fibres optiques sera généralisé dans toutes les communes et localités dont la population dépasse les 1 000 habitants dans le Nord et 500 dans le Sud pour assurer un meilleur débit de l'Internet», dira le ministre des TIC.

Ce dernier a appelé en ce sens les opérateurs à couvrir toutes ces régions pour contribuer à la concrétisation de cet objectif.

Ainsi, Moussa Benhamadi a précisé que le projet de raccordement des foyers en fibres optiques dans le cadre de l'opération Fthh (Fiber to The Home), lancé en 2007 a été arrêté en 2010 en raison du coût élevé de l'opération, ajoutant qu'il «n'est pas possible pour le moment de généraliser cette technologie».

C. B.